

“Le code est devenu la nouvelle langue du pouvoir”

Elles pensent le présent à hauteur de vertige. La philosophe Anne Alombert et la politologue Asma Mhalla décryptent la montée d’un “totalitarisme cognitif” dans lequel les I.A., les algorithmes et les plateformes façonnent nos esprits, nos langages et nos imaginaires, sous l’influence d’acteurs comme Musk, Peter Thiel ou Trump.

Texte Nidal Taibi

Illustration Judith Prigent pour Les Inrockuptibles

D’aucun·es estiment qu’avec les intelligences artificielles génératives, nous vivons une rupture anthropologique. Partagez-vous cette idée d’un basculement inédit dans l’histoire ?

Asma Mhalla — Je comprends cette impression, mais ce qui me frappe surtout, c’est l’asymétrie d’échelle et de pouvoir. Nous vivons dans un monde où une poignée d’acteurs, des entreprises, des ingénieurs, des idéologues, disposent d’un pouvoir disproportionné sur des millions d’individus. C’est un vieux problème, déjà formulé par La Boétie : comment se fait-il qu’une minorité puisse dicter sa loi au plus grand nombre ? Aujourd’hui, cette domination passe par le code. Le code est devenu la nouvelle langue du pouvoir. Il définit ce que nous voyons, ce que nous croyons, parfois même ce que nous pensons. Et ce rouleau compresseur, alimenté par les infrastructures numériques, me semble plus

inquiétant que la “rupture” technique elle-même. Ce n’est pas la machine qui me fait peur, mais la façon dont elle est gouvernée, ou plutôt, dérégulée.

Anne Alombert — Je partage cette analyse. Il n’y a pas, à mes yeux, de rupture ontologique. L’intelligence artificielle s’inscrit dans la continuité du rapport humain à la technique, mais avec un changement d’intensité. Ce qui est nouveau, c’est la vitesse, l’échelle, et surtout la capture de l’attention : nos émotions, nos désirs, nos comportements deviennent des ressources exploitables. Cela bouleverse la structure même du psychisme collectif. Mais je ne crois pas que l’I.A. marque la fin de l’humain. Elle met en crise nos modèles de rationalité et nos formes de subjectivité, ce qui, paradoxalement, nous oblige à repenser ce que “penser” veut dire. L’enjeu n’est donc pas de s’opposer à la technologie, mais de l’humaniser politiquement, c’est-à-dire d’en faire un instrument du commun plutôt qu’un outil de domination.

...



“Il faut humaniser politiquement la technologie, en faire un instrument du commun plutôt qu’un outil de domination.”

Anne Alombert

→ Vous parlez, Asma, d’une “pensée système” indispensable pour comprendre l’époque : technologie, modèle économique, agenda idéologique. En quoi ce triptyque fait-il basculer les “Big Tech” (grandes entreprises technologiques qui dominent les marchés mondiaux du numérique – GAFAM et assimilées) du statut d’outils à celui d’infrastructures politiques ?

Asma Mhalla — Si on ne tient pas ensemble ces trois piliers, on rate le phénomène. La technologie n’est pas un gadget neutre, elle s’adosse à un modèle d’affaires, lui-même porté par un agenda politique et idéologique. La symbiose des trois produit des infrastructures, pas des applis, à partir desquelles se déploient le social, le militaire, l’industriel, le politique. Dans ce cadre, les rapports de force sont aujourd’hui asymétriques : côté occidental, quelques mégacorporations possèdent ces infrastructures et mènent, *de facto*, une guerre réglementaire et idéologique à une Europe perçue comme faible. Il faut éclairer les ramifications (les parrains idéologiques, les réseaux d’influence), et surtout constater que ces acteurs privés deviennent des goulots d’étranglement géostratégiques. Regardez Starlink pendant la guerre en Ukraine, ou sa présence dans des zones reculées : on assiste à une privatisation et une militarisation de l’espace.

Anne, vous parlez d’une “prolétarianisation des savoir-penser” : on n’externalise plus seulement nos gestes, mais aussi nos facultés d’expression et de décision. Avec quels effets, très concrets, sur nos esprits et sur la culture ?

Anne Alombert — Nous ne déléguons plus uniquement des savoir-faire aux machines comme au temps des révolutions industrielles ; nous déléguons désormais des savoir-penser à des systèmes probabilistes. Déjà, avec les algorithmes de recommandation, nous externalisons une part de notre capacité de décider quoi regarder, qui suivre, à quel rythme. Avec l’I.A. générative, nous externalisons notre expression elle-même : des modèles s’expriment à notre place, au moyen de catégories qui ne procèdent ni de nos histoires singulières ni de nos traditions culturelles, mais de calculs sur des masses de données dont les critères restent opaques. Le risque est double. D’abord, une dépendance cognitive : moins nous exerçons la mémoire, l’imagination, la projection du sens, plus nous nous désentraînons à penser et à écrire par nous-mêmes. Ensuite, une uniformisation de l’espace symbolique – ce que j’appelle une “anthropisation culturelle” : des machines qui renforcent la moyenne. Les stéréotypes éliminent les singularités idiomatiques et les écarts d’où naissent les bifurcations créatrices en science, en art, en politique. À force de photocopier des photocopies (des modèles entraînés sur des contenus déjà automatisés), on obtient une stérilisation : la culture ne progresse plus, elle répète.

En quoi l’I.A. générative marque-t-elle une étape nouvelle de cette externalisation de nos facultés ?

Asma Mhalla — Une étude du MIT l’a montré récemment : chez les utilisateurs réguliers de ChatGPT, certaines zones du cerveau liées à la production du sens cessent d’être sollicitées, et il devient difficile de les “réactiver” ensuite. On observe une forme de déshabitude cognitive. Autrement dit, ces outils ne pensent pas à notre place, mais ils nous désapprennent à penser. Ajoutez à cela que ces technologies appartiennent à quelques entreprises privées poursuivant leurs propres agendas idéologiques. Nous assistons à une homogénéisation des langages : les expressions les plus fréquentes, les stéréotypes, les moyennes statistiques sont amplifiées, tandis que l’exception, l’invention, l’improbable sont effacés. C’est une forme d’appauvrissement culturel. Derrière la promesse d’efficacité, il y a le risque d’un nivellement du sens – une perte de singularité dans notre manière d’écrire, de penser et, finalement, d’exister.

Anne Alombert — J’ajouterais que l’I.A. générative n’externalise plus seulement notre mémoire, comme l’écriture ou le livre ; elle externalise désormais nos capacités d’expression. Des systèmes algorithmiques s’expriment à notre place, produisent nos textes, nos images, nos sons. Or, s’exprimer, c’est mobiliser la mémoire, l’imagination, la projection vers un destinataire : tout cela participe à l’acte de penser. En déléguant cette tâche, nous risquons de désactiver ces fonctions mentales et de devenir dépendants de ces dispositifs.

Asma, de votre côté, vous parlez de “totalitarisme cognitif” pour désigner l’ambition des grands écosystèmes techno. De quoi s’agit-il ?

Asma Mhalla — Il ne s’agit pas de plaquer un vieux lexique sur une réalité neuve. J’emploie “totalitaire” au sens de totalisant : des écosystèmes privés qui deviennent systèmes tout court. Le “qui” m’importe plus que le “quoi”. Prenez Musk : ce n’est pas “X” isolé, c’est “X+Tesla” (données, capteurs, réflexes moteurs), “+Neuralink” (interfaces), “+SpaceX/Starlink” (connectivité, orbital), etc. Même logique chez Meta, Alphabet ou l’archipel OpenAI-Microsoft-Nvidia : des briques qui, bout à bout, forment des unités technopolitiques avec une souveraineté fonctionnelle privée.

Quel est le projet idéologique derrière ?

Asma Mhalla — Il n’est pas homogène, mais on voit un marqueur commun : l’accélérationnisme. De Nick Land [*philosophe britannique, théoricien de l’“accélérationnisme”*] à Curtis Yarvin [*essayiste américain de la mouvance néoréactionnaire*], la filiation est assumée : pousser le système à fond pour forcer l’avènement d’un après qui, dans leurs récits, n’est ni social ni commun, mais privatisé. D’où ce renversement sémantique : ils ne parlent plus d’“innovation” mais de “progrès”, en laissant entendre que tout progrès dépendrait du progrès ...

→ technologique (le leur). Or ce progrès-là n'est pas le progrès social, scientifique ou culturel : c'est l'expansion transfrontière de leurs plateformes, de leur vision. La démocratie libérale devient l'ennemi rhétorique, amalgamée à l'État de droit, au cosmopolitisme, aux régulations climatiques ou fiscales, bref à toute limite opposée à leur hubris. Et je rejoins ce que dit Anne : si, par effet de moyenne, les systèmes pré-formatent la langue et lisse les imaginaires, la politique suit : moins de pluralité, plus d'adhésion par défaut. Quand une poignée d'acteurs contrôle la connectivité, la donnée, le matériel, le nuage et bientôt l'orbital, vous n'avez plus des "boîtes", vous avez des appareils de pouvoir avec des agendas. D'où l'urgence de nommer ce qui se joue... pour mieux le repolitiser.

À vous entendre, le problème n'est pas la "machine" en soi, mais l'architecture de pouvoir qui s'y greffe. Jusqu'où va cette privatisation du futur que vous décrivez ?

Asma Mhalla — Très loin. Regardez Neuralink : les implants cérébraux ne sont plus de la science-fiction. Ou les projets d'enclaves libertariennes hors régulation – l'idée d'îles privées où tout pourrait s'expérimenter. C'est la même logique : construire un monde rétrofuturiste, totalisant, au sein duquel nous n'avons pas voix au chapitre. Ce qui m'inquiète, ce n'est pas seulement la privatisation des plateformes ou des infrastructures, c'est la privatisation de l'imagination politique : Sam Altman [*PDG d'OpenAI*] préempte le débat sur le contrat social (revenus, futur du travail) ; Elon Musk, celui de l'"homme augmenté" et de la civilisation multiplanétaire ; Peter Thiel [*entrepreneur et investisseur libertarien, cofondateur de PayPal et Palantir, premier investisseur externe de Facebook*], celui de la souveraineté et des frontières. Une poignée de figures, des références idéologiques parfois masculinistes, xénophobes, nationalistes, et un vide politique en face. L'écart entre la position française et le nouvel empire technopolitique qui s'aggrave aux États-Unis est sidérant.

Anne, voyez-vous déjà les contours de ce conglomérat ?

Anne Alombert — Oui. On assiste à des concentrations inédites qui articulent industriels de la donnée, fournisseurs de modèles d'I.A. et industries culturelles (jusqu'aux studios hollywoodiens et aux chaînes TV) avec des adossements politiques explicites. Ce n'est pas seulement une intégration verticale ; c'est une prise en tenaille du symbolique, qui va du *back-end* (bases, clouds, modèles) jusqu'au *front-end* (images, récits, news). D'où l'urgence, non seulement de critiquer, mais aussi de proposer. On manque d'alternatives civilisationnelles et d'alternatives technologiques. Avec Bernard Stiegler, nous avons travaillé sur l'idée d'économie contributive : rétribuer les activités qui impliquent des savoir-faire, des savoir-penser, des savoir-vivre – utiles écologiquement, socialement, territorialement. À l'ère de l'automatisation, si l'on ne réorganise pas la redistribution, on fabrique de la précarité et l'on assèche la consommation... et la démocratie.

Avez-vous des propositions en tête ?

Anne Alombert — Concrètement, il faut inventer des mécanismes de redistribution adossés à l'extraction massive de nos données (textes, images, contributions sociales, Wikipédia, etc.). Pas une rente individualisée sur "mes

données", mais des fonds collectifs qui financent des projets technologiques alternatifs et des activités contributives. Sur le plan juridique et technique, nous proposons, avec le Conseil national du numérique, le pluralisme algorithmique : permettre aux citoyens de choisir leur algorithme de recommandation au lieu de subir celui – opaque – de la plateforme. Il existe déjà des pistes : l'algorithme Tournesol (recommandation collaborative fondée sur des votes citoyens d'utilité publique), des communs comme Wikipédia, des outils de délibération tels que Polis ou des réseaux fédérés (Mastodon). Ce sont des technologies démocratiques : elles déplacent le centre de gravité de la recommandation de l'entreprise vers la communauté.

Asma, ces "technologies démocratiques" vous paraissent-elles à l'échelle du problème que vous décrivez ?

Asma Mhalla — Elles dessinent une voie intéressante. Mais j'estime la bataille d'échelle géopolitique. Les acteurs techno redéfinissent même les frontières : frontières cognitive (implants, interfaces), orbitale (satellites), biologique (bio-ingénierie), géopolitique (constellations privées). On ne parle plus de "boîtes", on parle d'appareils de pouvoir capables d'étirer la souveraineté au-delà des États. D'où l'enjeu : tenir ensemble la philosophie politique, la géopolitique et la technique. Sans traduction institutionnelle et industrielle, nos beaux principes resteront des vœux pieux. Ça passe par des cadres de redistribution, des communs numériques robustes et des alliances (régulateurs, chercheurs, médias, collectivités) capables de porter ces alternatives à grandeur nature.

De la bêtise artificielle d'Anne Alombert (Allia), 144 p., 8,50 €. En librairie.

Cyberpunk – Le nouveau système totalitaire d'Asma Mhalla (Seuil), 208 p., 19 €. En librairie.

“Derrière la promesse d'efficacité, il y a le risque d'un nivellement du sens – une perte de singularité dans notre manière d'écrire, de penser et, finalement, d'exister.”

Asma Mhalla